

Eurométropole Lille-Kortrijk-Tournai • 2,1 millions d'hab.

Trois cultures réunies autour d'un projet d'action sociale

Devenir un territoire innovant en matière d'action sociale: le projet Interreg SAM porté par l'Eurométropole Lille-Kortrijk-Tournai est ambitieux. Cependant, la mise en œuvre et la gestion des actions dans deux pays – la Belgique et la France –, trois cultures et en deux langues sont très complexes. Aperçu.

«**C**ontrairement à ce que l'on pourrait penser, le plus difficile à gérer ce n'est pas la barrière de la langue mais celle des trois cultures différentes: flamande, wallonne et française», souligne en souriant Pauline Durieu, la coordonnatrice du projet SAM (solidarité, activation, mobilité) Eurométropole Lille-Kortrijk-Tournai, parfaitement bilingue.

Trois ans après ses débuts, ce projet transfrontalier, qui s'inscrit dans le cadre du programme européen Interreg IV, a pourtant réussi à aplanir les difficultés et à donner de premiers fruits appréciés par les partenaires. Echanges de bonnes pratiques ou envoi de personnes en insertion professionnelle de l'autre côté de la frontière: les participants sont enthousiastes. «Ce projet contribue à donner corps à l'Europe sociale», se félicite ainsi Dominique Picault, adjointe au maire déléguée au centre communal d'action sociale (CCAS) de Lille. Reste que la mise en route d'une telle coopération exige du temps et du doigté afin de connaître et de comprendre tous les partenaires. De plus, bénéficier des subsides de l'Union européenne impose de se plier à d'importantes contraintes administratives.

AVANTAGES

- Les fonds européens ont permis aux acteurs de l'action sociale de se connaître et de favoriser les échanges d'idées et de bonnes pratiques de part et d'autre de la frontière.
- Les actions du projet donnent un visage plus concret à l'Eurométropole.

INCONVÉNIENTS

- Les lourdeurs administratives du programme Interreg limitent les marges de manœuvre.
- L'adoption de bonnes pratiques découvertes de l'autre côté de la frontière peut être complexe pour des raisons réglementaires et/ou budgétaires.

Il aura fallu plus de six mois pour que les quatre actions du projet SAM commencent à se concrétiser. «Les différences culturelles entre les trois régions peuvent être fortes et chacun a appris à s'adapter à l'autre. Par exemple, quand une réunion est fixée à 10h, le Flamand arrive à 9h45, le Wallon à 10h et le Français à 10h15», illustre Pauline Durieu. En trois ans, les neuf structures participant au projet, qui œuvrent dans l'action sociale, ont mené de front quatre thématiques différentes. Le travail réalisé a permis d'envoyer de l'autre côté de la frontière plus de 30 salariés en insertion. «Certains ont suivi des cours de langue et tous ont pu bénéficier d'une expérience de travail transfrontalière, ce qui leur permet d'élargir le périmètre de leur recherche d'emploi», se félicite Bart Vanneste, directeur général du centre public d'action sociale (CPAS) de Menin (Région flamande).

Personnes âgées

Les autres actions visaient à apporter des idées et des outils aux professionnels. Grâce à l'action 2, 70 agents ont ainsi découvert d'autres méthodes de travail dans des structures partenaires du projet, au cours de 145 journées. «Nous avons visité deux établis-

BUDGET 2011-2014

1,2 M€ investis, dont la moitié apportée par le programme Interreg IV France-Wallonie-Vlandereen (Flandre) du Feder.

MOYENS HUMAINS

Un coordonnateur (poste financé par tous les partenaires) et des référents chargés du suivi des actions parmi les neuf partenaires.

CONTACT

Pauline Durieu, coordonnatrice du projet, tél. : 06.29.26.00.47

sements extrêmement intéressants pour nous en Belgique. L'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes était par exemple organisé de manière complètement différente par rapport à ce qu'on peut trouver en France. Cinq ou six petites unités familiales d'une vingtaine de personnes sont regroupées ensemble. Les repas sont préparés avec les pensionnaires et la volonté des personnes âgées est mieux prise en considération», constate un des agents du CCAS de Lille.

«Le club du troisième âge que nous avons visité, ouvert sur le quartier, dispensant de nombreux services (laverie, douches, pédicure, restaurant...) et disposant d'un agent social sur place, est une bonne source d'inspiration. Il figure ce vers quoi nous voudrions tendre à Lille», ajoute un autre agent du CCAS dédié aux seniors, qui regrette cependant de ne pas avoir pu discuter plus avant avec ses collègues belges du déroulement des animations.

Pour approfondir les questions liées aux personnes âgées, une étude transfrontalière a été conduite. Plus de 60 établissements sur le territoire de

Une structure en quête de reconnaissance

Premier groupement européen de coopération territoriale, créé le 28 janvier 2008, l'Eurométropole Lille-Kortrijk-Tournai réunit 147 communes sur un territoire de 3500 km² partagé entre deux pays, la France et la Belgique, et trois cultures (française, wallonne et flamande). C'est la plus importante métropole transfrontalière d'Europe. Sa présidence est tournante et son assemblée comprend 84 membres répartis de manière égale entre Français et Belges. Un des objectifs de l'Eurométropole est de faire émerger une culture collective et de faciliter la vie quotidienne des habitants mais, malgré de nombreuses actions, elle peine à trouver une reconnaissance auprès du grand public.

Elle impulse



E. LE BRUN/LIGHTMOTTY

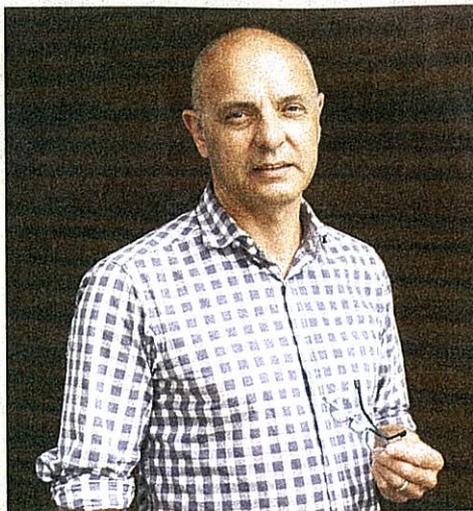
Sophie Goldstein, chargée de mission « relations internationales » à la ville de Lille

« Donner un visage concret à l'Eurométropole »

« Le service "relations internationales" a été moteur dans le lancement de ce projet qui permet de donner un visage concret à l'Eurométropole, notamment en termes d'action sociale. En se rapprochant du CCAS de la ville, le service a rédigé, en mai 2010, une fiche de préprojet Interreg IV sur ce thème. En parallèle, nous avons contacté les autres grandes villes pour savoir quels sujets les intéresseraient. Nous avons mis dans la boucle huit partenaires et avons ensuite voulu passer la main à une entité neutre. L'union départementale des CCAS du Nord a accepté de devenir chef de file et d'accueillir le coordonnateur. »

L'Eurométropole ont été interrogés pour mieux appréhender la façon dont sont prises en charge les personnes âgées présentant des troubles du comportement. Réalisée par le cabinet Probis Wallonie-Bruxelles, cette étude a dégagé des bonnes pratiques. Enfin, les professionnels encadrant des bénévoles ont pu échanger sur leur quotidien lors de cinq forums dédiés au bénévolat. « A partir de ces rencontres, nous avons élaboré un guide très intéressant », se félicite un des participants. « Au début, je cherchais uniquement des réponses aux besoins de mon institution. Au fil des échanges, j'ai compris qu'il fallait s'appuyer sur l'envie et les compétences des bénévoles. Mais

Il participe



R. BARON/LIGHTMOTTY

Bart Vanneste, directeur général du centre public d'action sociale de Menin (Région flamande)

« Echanger des pratiques »

« Nous avons accepté de participer à condition que les actions à mener nous concernent. Bien que proches de la France et de la Wallonie, nous connaissons très mal nos homologues. Cela a été très enrichissant d'être reçus par eux. Nous avons aussi pu envoyer des personnes en insertion travailler dans les régions partenaires mais c'est surtout l'action 3, sur l'échange de bonnes pratiques autour de la prise en charge en établissement des personnes âgées présentant des troubles du comportement, qui nous intéressait. Au final, l'étude fournit un outil très utile. Cependant, nous ne savons pas si nous participerons à un prochain projet car cela engendre beaucoup trop de bureaucratie. »

cette démarche doit être accompagnée et nécessite des moyens », témoigne dans ce guide Christophe Leuthreau, responsable des services « ressources » au CCAS de Lille.

L'argent, nerf de la guerre

Si le bilan des actions et des échanges est largement positif, la mise en œuvre des bonnes pratiques dégagées est souvent complexe du fait des différences entre les réglementations ou du manque de moyens des structures. Les participants, qui ont appris à se connaître, souhaiteraient enchaîner sur un deuxième projet, afin de mettre en œuvre des actions uniquement dédiées aux bénéficiaires des CCAS. Ils

Elle pilote



Pauline Durieu, coordonnatrice du projet, accueillie par l'UDCCAS (*) du Nord

« Faciliter le partenariat »

« Ma mission consiste à faciliter le travail des différents partenaires: suivi des actions, relance des participants, organisation des rencontres ou suivi des objectifs. Je veille également au budget et vérifie que les partenaires conservent bien les justificatifs nécessaires. Les centres communaux d'action sociale ont très peu de temps à consacrer au projet. Ce ne sont pas des gestionnaires financiers, les aspects administratifs sont lourds pour eux. Beaucoup des partenaires aimeraient pouvoir s'engager dans un second projet, à condition qu'il y ait moins de lourdeurs administratives dans le prochain programme Interreg. »

(*) Union départementale des centres communaux d'action sociale.

espèrent cependant que la prochaine programmation Interreg tiendra ses promesses en matière d'allégement administratif. « Il faudra aussi que les structures trouvent les ressources nécessaires: 1,2 million d'euros, même si la moitié de cette somme est subventionnée, cela reste très important pour elles », constate Pauline Durieu. Gautier Mestdag, directeur général CPAS de Mouscron (Région wallonne) résume: « Les membres du personnel ont tous apprécié le projet. Les bonnes pratiques sont intéressantes mais le nerf de la guerre, c'est l'argent. Nous avons besoin d'être aidés pour mener ensemble une vraie action sociale transfrontalière ». *Emmanuelle Lesquel*

Quatre actions menées de front

- Parcours d'insertion au-delà des frontières.
- Découverte d'autres pratiques professionnelles.
- Etude sur la prise en charge des personnes âgées présentant des troubles du comportement.
- Echange des bonnes pratiques sur l'accueil de bénévoles.